

ont eu de bonnes récoltes de blé. Nous n'avons donc aucune raison de croire maintenant que nos exportations seront beaucoup plus considérables que celles de l'an dernier.

En outre, le Conseil des grains du Canada a déclaré ce qui suit le 28 septembre:

Les exportations canadiennes de céréales ont commencé à diminuer en 1968, puis ont encore baissé en 1969 et, dans les conditions actuelles, les perspectives paraissent mauvaises.

S'il s'agissait de vérités immuables, je pourrais accepter, je suppose, l'invitation implicite du gouvernement et que je ferai cause commune pour apprendre à l'Ouest à accepter son sort d'un cœur généreux et indulgent. Cependant, je n'accepte pas que nous fassions preuve de pessimisme. Qui plus est, je déclare énergiquement que l'acte le plus condamnable de ce gouvernement et le plus susceptible de provoquer la dimension a été sa nonchalance et son défaitisme à l'égard de l'avenir de l'agriculture de l'Ouest. Je vais vous donner un exemple précis. La *Free Press* de Winnipeg publiait ceci le 5 septembre:

L'agriculture perd de l'importance—Olson rend publiques les constatations des études entreprises par le gouvernement. Et l'agriculture continuera à perdre de l'importance, au sein de l'économie canadienne au cours de la prochaine décennie, selon trois économistes du gouvernement fédéral. C'est le ministre de l'Agriculture, M. H. A. Bud Olson, qui a fait part de leurs constatations vendredi.

Voici une copie du communiqué de presse. Je suis déçu de voir le nom du ministre de l'Agriculture assimilé à un rapport si pessimiste et si fataliste. Il dit:

1. En 1966, la population agricole représentait environ 10 p. 100 de la population globale. En 1980, elle n'en représentera plus que 6 p. 100.

2. En 1967, environ 5 p. 100 du produit national brut du Canada provenait de l'agriculture. En 1980, ce pourcentage ne sera plus que de 3 p. 100.

3. Les forces agricoles et ouvrières passeront de 559,000 (7.6 p. 100) en 1967 à environ 386,000 (4 p. 100) en 1980.

Je veux insister sur le fait que, malgré la mécanisation de nos fermes et la diminution du nombre des agriculteurs, le volume de notre production agricole a augmenté, et c'est un fait que les produits agricoles exportables constituent en importance la deuxième source de revenus pour le Canada. Donc, pour nous de l'Ouest, la mentalité du gouvernement actuel, qui fait siennes des vues si pessimistes de ses économistes, dépasse notre entendement. Il me semble que cette étude est pour une large part une perte de temps et qu'elle nuit au rétablissement nécessaire de l'agriculture de l'Ouest. Mousseur la publicité d'un projet hypothétique, qui incite un journal consciencieux à publier une manchette telle que «L'agriculture perd de son importance», voilà qui cause un tort immense à l'Ouest du pays.

[M. Southam.]

● (4.20 p.m.)

Le ministre n'a pas communiqué de principes directeurs mais plutôt un projet de retrait. Est-ce là une invitation aux Canadiens de ne pas tenir compte de la crise actuelle, ni de l'apport futur de l'agriculture de l'Ouest à l'économie canadienne? Comme le gouvernement n'a qu'un seul projet de loi constructif à présenter en réponse à la crise qui sévit dans l'Ouest, c'est un euphémisme de dire que le ministre de l'Agriculture aurait pu tirer meilleur parti de ses spécialistes. Les prévisions données dans ces études sont-elles vraiment si importantes? Devons-nous les accepter? Est-il bon que le ministre les fasse connaître de tous? Les données sur lesquelles le rapport est fondé sont vraisemblablement complètes. D'autre part, pour être dignes de foi, elles doivent demeurer à peu près statiques. Pourtant je ne parviens pas à accepter, par exemple, que les politiques de production et de mise en marché doivent demeurer les mêmes et que notre part des marchés internationaux puisse être déterminée d'avance et ne puisse changer.

A mon sens, il est déplorable que les planificateurs à long terme ou les ministres claquent partout que si les tendances se maintiennent et que nous parvenions à obtenir tel ou tel pourcentage du marché, le volume des ventes atteindra un niveau prévisible et prédéterminé. L'acquisition de marchés ou de secteurs du marché n'est pas prédéterminée; elle dépend de la concurrence, des prix et des services, et des efforts de promotion au moyen des autres instruments de mise en marché. Aujourd'hui, il ne suffit pas de se partager les marchés existants. Pareilles suppositions ne préoccupent pas les gouvernements énergiques.

Aujourd'hui, les méthodes agressives de vente n'ont rien à voir avec ce qu'il y a de sous-entendu dans ces extrapolations. Nos méthodes de vente ne sont ni modernes ni agressives. Comparé aux États-Unis, notre plus important concurrent, le Canada ne dépense même pas une fraction de ce qu'ils dépensent pour une chose aussi fondamentale que la recherche sur la mise en marché. Pour en terminer avec ce sujet, rien ne prouve que nous ne puissions assurer à nouveau la prospérité, à la population actuelle de l'Ouest canadien. Les pessimistes manquent de preuves et, à en juger par les données de l'histoire et de l'expérience immédiate, nous devrions donner dans l'optimisme. Notre ressort moral, notre technologie et notre vigueur jouent en notre faveur.

Maintenant, monsieur l'Orateur, j'ai dit tout cela parce que je tiens à être positif; pourtant j'ai dû affirmer que le positif était de mise et qu'il fallait montrer de l'optimisme, parce que